

Cote du document: EB 2011/102/R.26/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 12 d)
Date: 11 mai 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République d'Azerbaïdjan pour le

Projet de développement rural intégré

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Abdelkarim Sma
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2500
courriel: a.sma@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Fonctionnaire responsable des
organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent deuxième session
Rome, 10-12 mai 2011

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation pour approbation	1
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	4
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

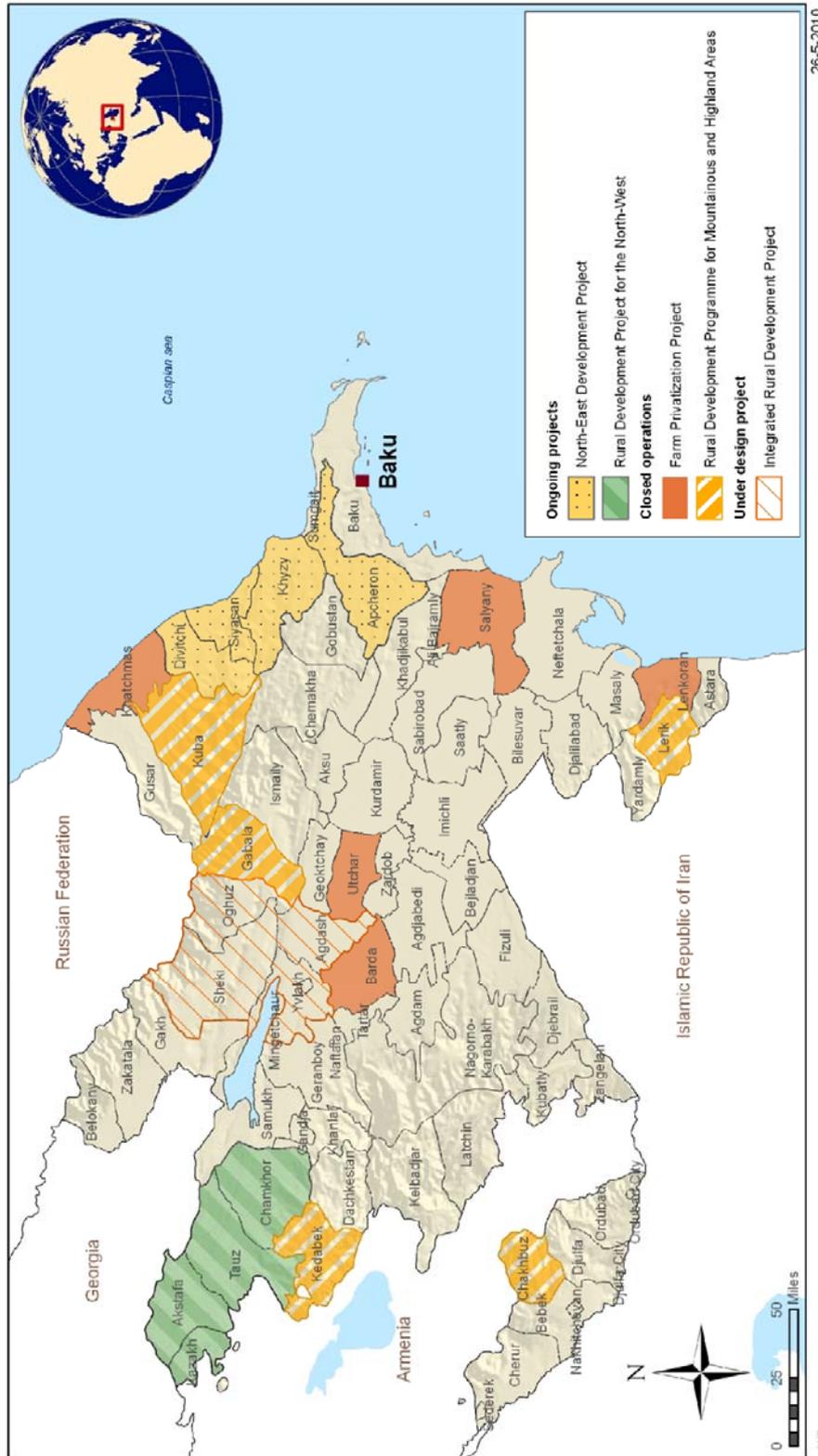
Sigles et acronymes

BIsD	Banque islamique de développement
IFNB	Institutions financières non bancaires
S&E	Suivi et évaluation
SAAC	Agence gouvernementale de crédit agricole
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
UGP	Unité de gestion du projet

Carte de la zone du projet

The Republic of Azerbaijan

IFAD-funded operations in the country



Source: FIDA
 Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.



République d'Azerbaïdjan

Projet de développement rural intégré

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République d'Azerbaïdjan
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture
Coût total du projet:	103,50 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	12,25 millions de DTS (équivalant approximativement à 19,35 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions durcies: 20 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinancier:	Banque islamique de développement.
Montant du cofinancement:	66,43 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Prêt
Contribution de l'emprunteur:	13,10 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	2,42 millions d'USD
Contribution d'institutions financières non bancaires:	2,20 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République d'Azerbaïdjan pour le Projet de développement rural intégré, telle qu'elle figure au paragraphe 36.

Proposition de prêt à la République d'Azerbaïdjan pour le Projet de développement rural intégré

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Ce projet a pour objet d'appuyer le renforcement de la productivité agricole, de manière à accroître les revenus et à améliorer la sécurité alimentaire, dans des zones au sein desquelles la base de production s'est dégradée au fil de longues années de mauvaise utilisation, de manque de connaissances et d'investissements insuffisants. Les zones retenues sont les montagnes et les plaines environnantes des districts de Agdash, Yevlakh, Sheki et Oghuz. Dans le passé, le FIDA a déjà mené des interventions fructueuses dans des régions analogues présentant des caractéristiques géographiques et des problèmes économiques similaires, et il continue à le faire dans le cadre des projets en cours.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République d'Azerbaïdjan un prêt d'un montant de 12,25 millions de DTS (équivalant approximativement à 19,35 millions d'USD) à des conditions durcies pour contribuer au financement du Projet de développement rural intégré. Le prêt aura une durée de 20 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.

Systeme d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour l'Azerbaïdjan au titre du SAFP est de 19,35 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP (2010-2012). Le prêt proposé s'inscrit dans l'allocation triennale.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. L'endettement extérieur de l'Azerbaïdjan est relativement peu élevé (la dette extérieure représente actuellement environ 20% du PIB); par conséquent, le risque de surendettement est plutôt faible. Sur le plan de la mise en œuvre des projets financés par le FIDA, les antécédents de l'Azerbaïdjan sont satisfaisants, la totalité des fonds étant habituellement décaissée et la clôture des prêts intervenant à la date prévue.

Flux de fonds

5. Le produit du prêt du FIDA transitera par un compte désigné à cet effet sur lequel le Ministère des finances pourra prélever des fonds pour financer des dépenses autorisées. Ce compte sera ouvert auprès d'une banque ayant l'agrément du FIDA. Les flux financiers, qui seront basés sur les programmes de travail et budgets annuels approuvés, seront soumis chaque année à un audit indépendant.

Modalités de supervision

6. Le projet sera supervisé directement par le FIDA, à l'exception de la première composante. Deux missions au moins seront organisées chaque année, dont une

mission de supervision et une mission de suivi. La supervision directe par le FIDA comprendra des modules couvrant tous les aspects relatifs à la conformité fiduciaire.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du prêt du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) passation des marchés conformément aux Directives du FIDA concernant la passation des marchés, les seuils soumis à un examen préalable étant stipulés dans la lettre à l'emprunteur; ii) supervision directe régulière; iii) contrôle annuel des comptes et des états financiers du projet par des commissaires aux comptes indépendants, conformément aux règles de vérification reconnues sur le plan international; iv) fourniture d'une assistance technique internationale et nationale de haut niveau; et v) attention portée à la qualité des systèmes de gestion de l'information.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

9. En accord avec la Politique du FIDA en matière de ciblage, le projet visera les personnes pauvres, hommes et femmes, qui sont capables de tirer profit d'un accès amélioré aux actifs et des possibilités offertes dans le domaine de la production agricole et des activités rurales génératrices de revenus. En particulier, les principaux groupes cibles comprendront: i) des personnes pauvres disposant d'excédents en quantité suffisante; ii) des personnes pauvres disposant d'excédents en quantité très faible; et iii) des personnes très démunies dont les moyens d'existence ne sont pas stables et qui ne disposent d'aucun excédent.

Méthode de ciblage

10. Le ciblage prendra les formes suivantes: i) un ciblage géographique; ii) un mode de ciblage reposant sur la demande grâce aux caractéristiques d'autociblage des avantages du projet; et iii) un ciblage direct reposant sur des critères d'admission favorisant les populations pauvres.

Participation

11. Le projet mettra en œuvre une approche participative pour le choix des bénéficiaires et des investissements dans l'infrastructure. Les associations d'irrigants seront étroitement associées à la remise en état des infrastructures d'irrigation et de drainage, après quoi elles se chargeront de leur exploitation et de leur entretien dans la zone du projet. De surcroît, les agriculteurs participeront à la planification et à l'exécution du projet, soit à titre individuel soit par l'intermédiaire de leurs associations. Les meilleures pratiques en matière de gestion participative des ressources naturelles seront recommandées, et les bénéficiaires les appliqueront à la gestion de leurs propres ressources. Le système de suivi et évaluation (S&E) du projet comportera des mécanismes participatifs.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

12. Le projet a pour finalité de réduire la pauvreté rurale dans les régions de Agdash, Yevlakh, Sheki et Oghuz grâce au renforcement de la sécurité alimentaire et au développement des activités génératrices de revenus. Les objectifs du projet sont les suivants: i) aider les populations rurales pauvres à améliorer leurs compétences afin d'utiliser les ressources naturelles disponibles de manière efficace et efficiente pour parvenir à assurer durablement une productivité et une rentabilité suffisantes de l'agriculture et de l'élevage; et ii) accroître les revenus des agriculteurs et des agricultrices grâce à l'amélioration de la gestion des exploitations et de l'accès au crédit.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

13. Ce projet servira plusieurs des objectifs de deux programmes établis par le gouvernement, le Programme national pour la réduction de la pauvreté et le développement durable (SPPRSD) en République d'Azerbaïdjan pour la période 2008-2015 et le Programme national pour la sécurité de l'approvisionnement alimentaire de la population (SPSFSP) en République d'Azerbaïdjan pour la période 2008-2015, puisqu'il s'emploiera à: i) remettre en état les infrastructures d'irrigation et de drainage; ii) appuyer la gestion participative de l'irrigation; iii) améliorer la qualité des services de conseil agricole et l'accès aux marchés; et iv) mettre en place des services financiers en milieu rural.
14. Sur le plan institutionnel, le projet a pour objet de renforcer: i) l'intégration d'approches participatives du développement agricole et rural induites par la demande et axées sur la promotion de la parité entre les sexes; ii) la capacité du Ministère de l'agriculture de mettre en place dans les zones rurales les moins développées et chez les producteurs les plus pauvres une agriculture plus viable d'un point de vue commercial; iii) la coordination entre l'Agence gouvernementale de crédit agricole (SAAC) et le Comité gouvernemental pour la bonification et l'irrigation (SAIC) pour l'appui qu'ils apportent au secteur de l'irrigation; iv) le Ministère de l'écologie et des ressources naturelles dans le cadre de sa participation innovante à l'exécution du projet; et v) le rayon d'action et la pérennité des institutions financières non bancaires (IFNB) participantes.

Politique et stratégie d'alignement du FIDA

15. Le projet est cohérent avec le Cadre stratégique du FIDA 2007-2010 et avec le programme d'options stratégiques pour l'Azerbaïdjan (2010-2015). Il respecte toutes les politiques applicables du FIDA en matière de développement du secteur privé, de ciblage, d'équité entre les sexes, de finance rurale et d'évaluation environnementale et sociale. Enfin, il fait partie intégrante du programme de pays au titre du cycle 2010-2012 du SAFP.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

16. Ce projet, fruit de la collaboration entre le FIDA, le gouvernement et le cofinancier, correspond étroitement au SPSFSP et au SPPRSD ainsi qu'au Programme national en faveur du développement régional et aux plans établis par le gouvernement afin de renforcer la compétitivité du secteur non pétrolier et la diversification de l'économie.

Harmonisation avec les partenaires du développement

17. Ce projet a été élaboré en coordination et en synergie avec les autres partenaires de développement qui interviennent dans le secteur du développement rural, à savoir la Banque islamique de développement (BIsD), la Banque mondiale, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il complète les interventions portant sur l'irrigation et le développement rural financées par des institutions multilatérales et bilatérales en Azerbaïdjan. Il sera cofinancé par la BIsD.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

18. Le projet comprend quatre composantes: i) le développement des infrastructures rurales et l'appui aux associations d'irrigants (composante entièrement financée par la BIsD); ii) l'amélioration de la productivité et de la rentabilité de l'agriculture; iii) la fourniture de services financiers en milieu rural afin de favoriser le développement des entreprises; et iv) la coordination et la gestion du projet.

Catégories de dépenses

19. Les catégories de dépenses à financer au moyen du prêt du FIDA sont au nombre de sept: i) travaux de génie civil; ii) véhicules; iii) matériel et fournitures; iv) crédit; v) assistance technique; vi) formation, ateliers, analyses et études; et vii) dépenses de fonctionnement, salaires et indemnités.

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

20. La SAAC, placée sous la tutelle du Ministère de l'agriculture, sera le principal organisme d'exécution. Le comité de pilotage du projet du FIDA en assura la supervision et définira les grandes orientations, entre autres en matière de politiques.

Responsabilités en matière d'exécution

21. L'unité de gestion du projet (UGP) déjà mise en place par le FIDA aura la responsabilité globale des opérations courantes de planification, de gestion, de coordination, de suivi et d'évaluation des résultats du projet ainsi que de l'élaboration des rapports administratifs et financiers, y compris en ce qui concerne le prêt financé par la BIsD.

Rôle de l'assistance technique

22. Le prêt du FIDA comprend une enveloppe de 0,64 million d'USD qui servira à financer l'assistance technique nationale et internationale apportée dans le cadre de toutes les composantes, à l'exception de celle qui porte sur le développement des infrastructures rurales et l'appui aux associations d'irrigants, qui sera intégralement financée par la BIsD.

Situation des principaux accords d'exécution

23. Conformément à l'usage actuel, les arrangements d'exécution déjà conclus avec les Ministères de l'agriculture et des finances conviennent au FIDA.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

24. Le coût total du projet est de 103,50 millions d'USD sur huit ans. Les sources de financement sont le FIDA (18,9%), la BIsD (64,0%), le gouvernement (12,7%), les bénéficiaires (2,3%) et les IFNB participantes (2,1%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

25. Le projet a pour objet de venir en aide à environ 52 600 ménages ruraux pauvres, soit approximativement 256 500 personnes. Les bénéficiaires qui vivent en plaine tireront parti de l'amélioration de l'irrigation dans le cadre de la première composante, de l'adoption de meilleures pratiques agricoles et du développement de l'accès aux prêts, tandis que les ménages des zones de montagne bénéficieront de l'ensemble des activités menées au titre du projet, à l'exception de l'amélioration de l'irrigation et du drainage.

Viabilité économique et financière

26. Les modèles d'entreprise et de production font apparaître un rendement satisfaisant puisque les estimations font état d'un taux de rentabilité économique interne de 22% pour l'ensemble du projet.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

27. Dans le cadre du projet, la production de savoirs et les processus d'apprentissage découleront des ateliers d'analyse et de planification organisés chaque année à l'intention des parties prenantes, des études sectorielles et des activités de rapport et de S&E, ainsi que de l'expérience acquise sur le terrain. Celle-ci fera l'objet d'une publication sur différents supports d'information, le projet enrichissant ainsi les

savoirs de manière non négligeable à l'échelle de la région et du pays. Trois nouveaux produits seront à mettre au crédit de l'attention portée par le projet aux aspects suivants: i) le perfectionnement des bonnes pratiques déjà acquises en matière de gestion participative de l'irrigation; ii) l'amélioration de la gestion des ressources naturelles; et iii) les investissements dans la finance rurale ayant pour objet de poursuivre, sous une forme appropriée et adaptée, la mise au point de produits financiers et de services agricoles et la formalisation des accords contractuels.

Innovations en matière de développement

28. Les principales nouveautés introduites dans le cadre de ce projet sont les suivantes: i) amélioration de la productivité et de la rentabilité de l'agriculture mixte, dont la pratique est très répandue, au moyen d'investissements complémentaires en faveur de la production végétale et animale; ii) optimisation et intégration de la gestion des ressources naturelles, de manière qu'elle devienne un thème et un objectif de toutes les activités d'investissement et de formation (cet aspect pourrait par exemple prendre la forme d'une rémunération des services environnementaux au bénéfice des pauvres); iii) mise en place de services assurés par des agriculteurs formés dans le cadre du projet en lieu et place des vétérinaires; iv) appui à des acteurs extérieurs au secteur public et renforcement de leurs moyens d'action grâce à la constitution d'équipes d'appui aux agriculteurs, ce qui constitue la première étape dans la mise en place de services de conseil aux agriculteurs favorisant l'échange des savoirs entre paysans; v) mise en place d'éléments de nature à atténuer le changement climatique, notamment le reboisement afin d'enrayer l'érosion; et vi) participation du Ministère de l'écologie et des ressources naturelles à titre de nouveau partenaire d'exécution afin de faire des avantages environnementaux un aspect essentiel de la mise en œuvre du projet.

Approche d'élargissement

29. Le projet repose sur une approche d'application à plus large échelle au titre de laquelle les ressources relativement limitées apportées par le FIDA seront démultipliées à l'aide des moyens financiers substantiels consacrés par la BIsD à l'amélioration des infrastructures d'irrigation et de drainage. Cette approche servira à amplifier la portée globale du projet grâce à la couverture d'une zone géographique relativement large, tout en permettant au FIDA de concentrer son intervention sur la mise en place de services de vulgarisation et de crédit rural afin de compléter les investissements dans les infrastructures financées par la BIsD. Le FIDA aura de nombreuses occasions de reproduire cette démarche dans le cadre de ses prochaines opérations en Azerbaïdjan.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

30. Les deux principaux risques ont trait à: i) la synchronisation des composantes du projet financées par le FIDA et la BIsD; et ii) la coordination entre le principal organisme d'exécution et les autres intervenants. Ces deux risques ont été pris en considération, et des mesures d'atténuation appropriées sont prévues. La conception du projet prévoit des modalités de mise en œuvre concertée reposant sur un organisme principal d'exécution (la SAAC), une UGP régionale, une UGP implantée à Bakou, un comité de pilotage et un comité des opérations, un plan de travail et budget annuel intégré et des dispositions communes en ce qui concerne l'établissement des rapports.

Classification environnementale

31. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B car il ne devrait pas avoir d'impact négatif notable sur l'environnement.

K. Durabilité

32. Plusieurs éléments de la conception du projet contribueront à l'efficacité de la stratégie de désengagement et à la pérennisation une fois le projet achevé. Le premier d'entre eux consiste à proposer au gouvernement un modèle global d'amélioration de la productivité et de la rentabilité de l'agriculture susceptible d'être appliqué à plus grande échelle – aussi bien au sein de la zone concernée par le projet actuel que dans d'autres régions du pays – sans nécessité de remanier la conception. Un autre élément concourt à assurer la pérennisation des acquis, à savoir l'intégration de différentes modalités de gestion des ressources naturelles, notamment l'amélioration de la fertilité des sols, la réduction de la dégradation des sols et des forêts, la bonification des sols salins, la restauration des paysages et l'introduction de méthodes d'irrigation plus efficaces. Par ailleurs, la conception du projet comprend un certain nombre de facteurs de nature à favoriser la pérennisation des services financiers ruraux. La règle selon laquelle les bénéficiaires doivent apporter des fonds qui leur appartiennent en propre, la mobilisation de ressources auprès d'IFNB, la mise en place d'activités de renforcement des capacités faisant appel aux techniques les plus modernes et la règle selon laquelle les sommes correspondant au remboursement des prêts subsidiaires doivent être déposées sur un compte bancaire prévu à cet effet, de manière à constituer un fonds renouvelable, sont autant d'éléments qui ont pour objet d'augmenter la probabilité que les flux de ressources investies dans l'agriculture perdurent bien au-delà de l'achèvement du projet.

II. Instruments juridiques et autorité

33. Un accord de financement entre la République d'Azerbaïdjan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
34. La République d'Azerbaïdjan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
35. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

36. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République d'Azerbaïdjan un prêt à des conditions durcies, d'un montant équivalant à douze millions deux cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (12 250 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Integrated Rural Development Project"

(Negotiations concluded on 8 April 2011)

FINANCING AGREEMENT

Loan Number: [click and insert number]

Project Title: Integrated Rural Development Project (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Republic of Azerbaijan (the "Borrower")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Preamble

Whereas IFAD and the Islamic Development Bank (IsDB) have agreed to co-finance the Project and IFAD has agreed to extend a loan to the Borrower; and

Whereas the IsDB has agreed to extend financing to the Borrower (the IsDB Financing) under a separate agreement for the financing of the Rural Infrastructure Development and Support to Water User Associations (WUAs) component;

NOW THEREFORE, the parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project, with the exception of Component 1, in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

- 1 The amount of the Loan is SDR 12 250 000.
- 2 The Loan is granted on hardened terms with a service charge of 0.75% per annum applying to the outstanding principal amount of the Loan, and a maturity period of 20 years (10 years grace period and 10 years repayment period).

3. The Loan Service Payment Currency shall be United States Dollars.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1 May and 1 November with payments of principal made in 20 equal semi-annual instalments of SDR 612 500 commencing on 1 November 2021 and ending on 1 May 2031.
6. There shall be a separate Designated Account, denominated in USD, for the purpose of receiving the Financing.
7. There shall be a separate Project Account denominated in Azerbaijani Manat (AZN) opened in a commercial bank acceptable to the Fund.
8. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project including all duties and taxes of the Project in accordance with Annual Work Plans and Budgets (AWPBs) referred to in Section II, paragraph 5 of Schedule 1 hereto.

Section C

1. The Lead Implementation Project Agency shall be the State Agency for Agricultural Credits (SAAC), under the Ministry of Agriculture.
2. The following are designated as additional Project Parties:
 - (a) Amelioration and Irrigation Open Joint Stock Company;
 - (b) The Ministry of Environment and Natural resources;
 - (c) Selected Non-banking financial institutions; and
 - (d) any other additional institution and service provider mentioned in Schedule 1
3. The Project Completion Date shall be the eighth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Fund shall administer the Loan and supervise the Project, with the exception of Component 1, as defined in Schedule 1, which shall be administered and supervised by the IsDB.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (a) The Project Implementation Manual (the "PIM") referred to in Section II, paragraph 6 of Schedule 1 hereto, or any provision thereof, has been abrogated, waived, suspended, or amended without the prior consent of the Fund and the Fund has determined that any such waiver, suspension, termination, amendment or modification has, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
 - (b) Any competent authority has taken action without the prior consent of the Fund for institutional changes to the IFAD Programme Steering Committee (the "PSC") and/or the IFAD consolidated Programme Implementation Unit (the "IPMU") referred to Section II, paragraphs 2, 3, 4, 5 and 6 of Schedule 1 hereto respectively, including but not limited to modification of the

membership composition, dissolution and merger and the Fund has determined that any such event listed above is likely to have a material adverse effect on the Project.

- (c) The IsDB has notified IFAD that the IsDB financing may be subject to suspension following a finding of fraud or corruption with the Project.

2. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal:

- (a) The IsDB has made a firm commitment for the financing of Component 1;
- (b) The designated account and project accounts shall have been opened on the terms and conditions specified in this Agreement;
- (c) The Project Steering Committee (PSC), as defined in Schedule 1, shall have been duly designated for this Project and notification thereof provided to the Fund;
- (d) A Regional Project Management Unit (RPMU) shall have been established in the project area;
- (e) A Project Implementation Manual (PIM) shall have been developed.

3. The following is designated as an additional specific condition precedent to withdrawal under categories IV.a and IV.b of Schedule 2: at least one participating financial institution, selected and accredited under criteria acceptable to the Fund, has entered into a Subsidiary Loan Agreement satisfactory to the Fund, with the Ministry of Finance of the Borrower, for the relevant Sub-Component.

4. Without prejudice of the provisions of Section 14.04 of the General Conditions, the Borrower and the Fund shall endeavour to settle through amicable means any controversy between them in respect of this agreement.

5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

(Title)
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Borrower:

(Title)
Ministry of Finance
83 S. Vurgun Street
AZ 1022 – Baku

This Agreement, dated [click and type], has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

For the Fund
[insert name and title]

For the Borrower
[insert name and title]

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit approximately 256,500 rural poor or about 52,600 households in lowland and the adjacent highland areas of Agdash, Yevlakh, Sheki and Oghuz (the "Project Area").
2. *Goal.* The overall goal of IRDP is to reduce rural poverty in the regions of Agdash, Yevlakh, Sheki and Oghuz through increased food security and enhanced income-raising opportunities.
3. *Objectives.* The objectives of the Project are: (i) to assist the rural poor in improving their skills to use the available natural resources effectively and efficiently in order to achieve sustainable productivity and profitability for crop and livestock husbandry; and (ii) to improve the income of women and men producers through better farm management and access to credit.
4. *Components.* The Project comprises four components: (a) Rural Infrastructure Development and Support to Water User Associations (WUAs); (b) Agricultural Productivity and Profitability Enhancement; (c) Rural Financial Services for Enterprise Promotion; and (d) Project Coordination and Management.

- (a) Component 1: Rural Infrastructure Development and Support to Water User Associations. This Component comprises three sub-components: (i) support and development of WUAs; (ii) irrigation rehabilitation works; and (iii) social infrastructure improvement.

This component will be fully financed by the IsDB.

- (b) Component 2: Agricultural Productivity and Profitability Enhancement. This Component comprises three sub-components: (i) enhancing crop productivity and profitability; (ii) enhancing livestock productivity and profitability; and (iii) improved natural resource management and landscape restoration.
- (c) Component 3: Rural Financial Services for Enterprise Promotion. This Component comprises two Sub-Components: (i) medium-term financing for non-bank financial institutions (NBFIs); and (ii) micro and small credits through Community-Based Organizations (CBOs).
- (d) Component 4: Project coordination and management.

II. Implementation Arrangements

1. The SAAC, in its capacity as Lead Implementation Project Agency, shall have overall responsibility for Project implementation.
2. The existing PSC which is currently overseeing the existing IFAD programmes will continue to provide overall policy, guidance and oversight for the projects. In addition, the PSC shall ensure annual Project reviews and offer strategic and policy advice and facilitate resolution of implementation issues.

3. The responsibility for the Project's day-to-day management and implementation shall remain with the existing IPMU, hosted by the SAAC, which shall retain the same responsibilities with respect to this Project as for all previous IFAD-financed projects and programmes in Azerbaijan. The IPMU shall be under the leadership of the Project Director. The IPMU shall also be responsible for the administration of the IsDB Financing, in line with their institutional requirements. A Regional Project Management Unit (RPMU) shall be established in the Project area to cover all four Project's districts.
4. A Project Operations Committee (PoC) shall be established to ensure annual Project reviews and offer strategic and policy advice. The PoC shall be the main forum for reviewing Project implementation, with particular attention to ensuring that the draft AWPBs and overall Project implementation are demand-driven and take into account beneficiary views.
5. The current IPMU Director shall be the Project Director, who shall take responsibilities including but not limited to project management, financial management, accounting, procurement, rural finance coordination, credit management, monitoring and evaluation, value chain facilitation and infrastructure coordination. Should the Project Director be replaced, the successor shall be selected and appointed through a transparent competitive recruitment process and based on qualifications, experience and terms of reference approved by the Fund. The appointment of the Project Director shall require the prior approval of the Fund.
6. The IPMU shall prepare draft AWPBs, for each Project year, and propose these to the PSC for review and approval and if approved by the PSC, shall submit these to the Fund for endorsement.
7. The PSC shall cause the IPMU to prepare a draft PIM as soon as practicable, but in no event later than 90 days after the entry into force of this Agreement. The PSC shall approve the PIM only with prior agreement of the Fund, and provide a copy thereof to the Fund.
8. Subsidiary loan agreements will be concluded between the Borrower and non banking financial institutions for the transfer of proceeds in the form of loans for the purpose of implementing component 3.
9. At all relevant times during the Project Implementation Period the Borrower shall ensure that the IPMU and other Project Parties, if applicable, shall strive to improve the gender balance in the operations of the Project, develop targets and processes to achieve those targets as part of a gender strategy, and present reports by the end of each Project year on the achievements towards this end.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated in SDR	% of eligible Expenditure (all net of tax)
I. Civil Works	660 000	100%
II. Vehicles	125 000	100% net of ISDB/ISTISNA contribution
III. Equipment and goods	315 000	100% net of Government contribution
IV. Credit		
(a) Medium term financing for NBFIs	5 445 000	100% net of beneficiary and NBFIs contributions
(b) Micro and Small credit through CBO's	1 265 000	100% net of ISDB/ISFD contribution
V. Technical Assistance	380 000	100%
VI. Training, Workshops, Reviews and Studies	1 585 000	100% net of ISDB/ISTISNA contribution
VII. Recurrent Costs		
(a) Salaries and Allowances	1 130 000	See (b)(ii) below
(b) Vehicle operating and Maintenance costs and other expenditure	775 000	100%
(c) Office operating costs	105 000	100% net of ISDB/ISTISNA contribution
Unallocated	465 000	
TOTAL	12 250 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

(i) Civil Works – IFAD financing relates to Component 2 only.

(ii) Salaries and allowances - IFAD financing which is net of taxes shall be used for RPMU once IsDB Financing and current project funding are exhausted.

2. *Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs in Categories V and VI incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of SDR 250 000.

Key reference documents

IFAD reference documents

Project design document (PDD) and key files

COSOP for Azerbaijan, IFAD 2010

Administrative Procedures on Environmental Assessment

IFAD Strategic Framework 2007-2010

Logical framework

Narrative summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions and Risks
Goal			
The overall goal of the IRDP is to reduce rural poverty in the rayons of Agdash, Yevlakh, Sheki and Oghuz in Azerbaijan.	25% reduction in the number of people living on less than 2.6 AZN/day by 15% 30% decrease in chronic child malnutrition 10% increase in assets of rural households	State Statistical Committees (SSC) National Household Statistics UNDP, UNICEF, and WHO surveys Ministry of Health data Project Completion Reports of IFAD & ISDB Beneficiary impact assessments	Macro-economic environment and policy remains conducive to investment, private sector development and trade
Objectives			
Assist the rural poor in improving their skills to use the available natural resources effectively and efficiently in order to achieve sustainable productivity and profitability for crop and livestock husbandry. Improve incomes of men and women producers through better farm management and access to credit.	15% increase in aggregate income of rural households 20% increase in aggregate amounts that households borrow for agricultural production increased At least 13,000 farmers using environmentally sustainable agricultural practices Links to GEF established	IFAD & IsDB Project Mid-term and Completion Reports Government statistics Project M&E database Beneficiary impact assessments	Government remains committed to the Project SAIC and SAAC establish sustainable modalities of coordination No deterioration in existing markets for livestock and crops Farmers' income allows payment of water charges Farmers' income allows servicing of loans The stability of the banking sector does not deteriorate
Outcomes			
Income generating activities of the rural households diversified and incomes increased Access to credit of the rural households improved	20% increase in use of farmlands in project area for cash crops 10% increase in income from livestock sold as meat 50% increase in volume of milk produced 15% increase in cattle with improved genetics 20 WUAs generate sufficient income to sustain management and O&M Volume of greenhouse vegetables produced increased by 15% Two NBFIs expand rural outreach in Project area 50% increase in number of BGs and CUs in Project area 10% of deforested and eroded land is afforested	SSC statistics IFAD Mid-term Review Beneficiary impact assessments Project M&E database	No deterioration in existing markets for livestock and crops Local agricultural products remain competitive

Outputs			
1: Rural Infrastructure Development and Support for WUAs (IsDB-financed)	1.1 Participating WUAs able to pay 100% staff costs by end of Project 1.2 Women comprise 25% of WUAs boards by PY5 1.3 At least 60,000 ha farmland has access to improved irrigation and drainage network 1.4 Water in available in required quantities and on time on 90% of the command area of the WUAs 1.5 Number of settlements with access to clean drinking water increased by 10% by PY5	IPMU Progress Reports SAIC Statistics Supervision reports WUA records Signed list of participants for training Beneficiary impact assessments	SAIC maintains current policies for WUAs Farmers pay for water Coordination between SAIC and SAAC established SAIC rehabilitation program is synchronized to Project activities Willingness of beneficiary community to participate in cost sharing
2: Agricultural Productivity and Profitability Enhancement	2.1 At least 1000 farmers shifting to market oriented fruit and vegetable varieties 2.2 Carcass weight of livestock sold increased by 10% 2.3 1000 ha of afforestation in erosion-prone areas completed	IPMU and RPMU Progress Reports Soil laboratory records Meteorological stations' records Mid-term Review Beneficiary impact assessments MENR District records	RPMU provides required support to FSTs Qualified technical staff available in Project area Inputs timely available, in recommended quantity and quality Mechanization accessible and affordable by the farmers at the required time MENR able to mobilize support in project area
3. Rural Financial Services for Enterprise Promotion	3.1 Number of loans of 2 years maturity or longer increased by 50% 3.2 Number of small agricultural enterprises using credit increased by 1000 3.3 Number of women borrowing for small agricultural enterprises increased by 30% 3.4 NBFIs co-financing resources mobilized 3.5 At least 6 new CUs created 3.6 CUs memberships comprise more than 30% of women	Ministry of Finance records NBFIs records and audit reports CUs and BGs records and audit reports IPMU Progress Reports Supervision reports Mid-term Review	Identified NBFIs interested in participating in the Project Negotiations and approval by Government of Azerbaijan of agreements with financial institutions Financially attractive investments available